

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
 ; ; six mois, 14 ; ;
 ; ; un an, 25 ; ;

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-rue, 56.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris MM. LAFFITE-LUJAN et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C^o pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 28 Mars 1867.

BULLETIN.

Aurons-nous le Luxembourg? Les uns disent oui, les autres disent non. Le *Moniteur* imite toujours de Conrad le silence prudent, mais on remarque que les officieux ou ceux qui passent pour tels, commencent à se servir des phrases à double sens qu'on n'emploie que dans les grandes circonstances.

En attendant mieux, le *Mémorial Diplomatique* fait la comparaison entre les forces militaires de la France et celles de la Prusse. Il conclut ainsi :

« L'armement complet de la France avec l'appel de tout le contingent, avec le complément de la réserve entière, avec les gardes nationales mobilisées et réunies, donne seulement le chiffre que l'empire d'Allemagne peut produire aujourd'hui, sans appel, sans armements et par première intention. »

D'où il ressort que l'Allemagne constitue un danger permanent pour la France, que la politique des grandes nationalités, préconisée par nous depuis quinze ans, est une politique de dupes, et que... mais arrêtons-nous là.

A propos des grandes nationalités, voici six ans que le gouvernement du roi Victor-Emmanuel s'ingénie à faire de l'Italie un bloc, et l'Italie est plus près que jamais de redevenir mosaïque. C'est sa tradition, ce sont ses mœurs, ses intérêts, ses rivalités qui l'y poussent. Une lettre de Florence explique judicieusement cette situation nouvelle, vers laquelle inclinent même les hommes d'Etat les plus ancrés naguère dans l'idée unitariste. Seulement, là où le correspondant écrit décentralisation, il faut lire fédéralisme.

La décentralisation est surtout imposée par la tradition, par le caractère municipal de la nation, et cela fait bien voir que les amis de l'Italie avaient raison de lui conseiller de se préparer à l'unité par la confédération. Il n'est pas douteux que si la confédération était possible on y reviendrait de bon cœur. Ce qui le prouve,

c'est de voir le Parlement divisé à peu près par groupes régionaux. Le Nord et le Centre siègent à droite et au centre droit. Le Piémont et le Midi, les deux extrémités, siègent au centre gauche et à l'extrême gauche. La Sicile n'avait que des députés extrêmes, mais qui se rencontrent en ceci qu'il préféreraient un petit Parlement à Palerme plutôt que partout ailleurs. Maintenant que l'Italie est délivrée des préoccupations extérieures, toutes ces tendances se font jour. Il s'agit de tomber d'accord pour appliquer une même loi à des pays aussi disparates que le Napolitain et le Milanais, la Sicile et la Vénétie, la Toscane et la Sardaigne, le Piémont et les Abruzzes. Voici le principe du désordre qui règne dans les intelligences, des tiraillements qui se produisent parmi les hommes que leurs précédents appelleraient à gouverner. »

La discussion de la loi sur la contrainte par corps continue au Corps législatif. La lutte est vive, on est fort incertain du résultat.

D'après les plus récents avis, l'ouverture de l'Exposition ne serait pas ajournée. Elle aurait lieu le 1^{er} avril, dit-on, mais sans solennité, attendu l'état encore incomplet des travaux, et sans autres assistants que les commissaires et les représentants des divers groupes français et étrangers.

J. REBOUX.

Situation des affaires.

Les affaires sont toujours paralysées par les inquiétudes et par les préoccupations que cause le projet de loi sur la réorganisation de l'armée. On ne veut rien entreprendre, on ne veut rien faire, les capitaux se resserrent en Banque et restent inactifs au lieu de s'employer. Tout le monde sent que de graves événements se préparent; tout le monde pense que l'année 1867 ne se passera pas sans une guerre terrible. On en trouve le motif, tantôt dans la question du Luxembourg qui serait prise comme prétexte pour entrer à nouveau dans la question allemande.

On est de plus en plus surpris du silence que garde le *Moniteur universel* au sujet des traités conclus au mois d'août 1866, entre la Prusse d'une part, la Bavière, le Wurtemberg et le grand duché de Bade, d'autre part. Le fait est grave, très-grave; il inquiète tous les esprits.

Un demande à sortir de l'incertitude, on voudrait des déclarations sérieuses et précises, le monde commercial, le monde industriel, le monde financier les attendent.

Une pareille situation, si elle se prolongeait, serait aussi funeste que la guerre elle-même.

Nous lisons ce matin dans la *Presse* de Vienne que la résolution de la France, de l'Autriche et de la Russie de conseiller conjointement à la Porte la cession de l'île de Candie à la Grèce n'a pas été mise en exécution. Par suite du refus de l'Angleterre de se rallier à cette démarche collective, les représentants des trois puissances ont seulement reçu l'ordre de recommander séparément à la Porte la cession de l'île, sans cependant exercer aucune pression.

L'Angleterre serait-elle donc disposée à conserver une neutralité absolue en présence des événements qui vont se dérouler en Europe? — C'est l'opinion de notre correspondant de Londres. Les faits semblent jusqu'ici lui donner raison.

Dans cette hypothèse nous nous trouverions seuls en présence de l'Europe, car il est probable que l'alliance de la Russie et de la Prusse est un fait aussi certain que le traité entre la Prusse, la Bavière, le grand duché de Bade, et le Wurtemberg, dont nous le répétons, le *Moniteur universel* ne parle pas! — PERNET. (*Moniteur industriel.*)

On lit dans le journal *l'Europe* de Francfort :

PLACE DE FRANCFORT

25 mars.

« Les cours de Vienne sont identiquement les mêmes que ceux d'hier; on sent que de grands événements se préparent pour l'été; LE SILENCE OBSERVÉ PAR LE *MONITEUR FRANÇAIS*, EN PRÉSENCE DE LA PUBLICATION DES TRAITÉS DE LA PRUSSE AVEC LE SUD DE L'ALLEMAGNE EST TRÈS-SIGNIFICATIF.

« Du jour ou lendemain, l'organe officiel du gouvernement impérial pourra parler, et les fluctuations de notre Bourse s'agiteront suivant qu'il s'agira de paix ou de guerre.

« En attendant, les affaires sont plus restreintes que jamais. »

Comme on le voit, par le passage que nous avons souligné, nous ne sommes pas les seuls à nous étonner du silence du *Moniteur*, et *l'Europe* pose nettement la question ou l'alternative de la paix ou de la guerre.

Ce langage est du reste, celui de plusieurs autres journaux allemands.

REVUE DES JOURNAUX.

Le bulletin politique hebdomadaire du *Moniteur du soir* s'exprime ainsi au sujet des affaires de l'Allemagne :

« Le journal officiel de Stuttgart publie un traité conclu, le 13 août, entre le Wurtemberg et la cour de Berlin. Il est analogue aux deux autres traités du même mois, par lesquels la Bavière et le Grand-Duché de Bade se sont engagés à placer, en cas de guerre, leurs contingents militaires sous le commandement du roi de Prusse. Le parlement de l'Allemagne du Nord procède avec rapidité à la discussion et au vote des articles du projet de constitution fédérale. Le gouvernement prussien n'a qu'à se féliciter de l'esprit qui préside aux débats. »

La même feuille s'exprime ainsi à propos du Mexique :

« L'expédition du Mexique est finie. Les troupes françaises ont quitté cette lointaine contrée, en y laissant le meilleur souvenir de leur discipline et de leur courage. L'évacuation s'est accomplie sans un ordre parfait, et le maréchal Bazaine est parti de Vera-Cruz le 12 mars. L'opinion publique aux Etats-Unis se prononce par une stricte neutralité dans les affaires mexicaines, et la lutte entre les impérialistes et les dissidents ne se complique d'aucun élément étranger. »

On lit dans *l'Avenir national* :

« Cette infortunée Exposition universelle dont on ne parle plus guère va s'ouvrir dans de singulières conditions. Le discours d'inauguration devra nécessairement se conformer au cérémonial, procéder à l'éloge traditionnel de « ces luttes pacifiques des nations! » On saisira tout ce que ce mot : « pacifique » aura d'extraordinaire en lisant l'article que nous publions plus loin sur les armements de l'Europe.

« Tous les gouvernements fabriquent des armes avec une presse si grande qu'il semble que c'est tout juste s'ils auront le temps d'arriver à être prêts pour un moment que personne ne fixe d'une façon

précise, mais dont tout le monde a le sentiment très-exact. Aux renseignements positifs que nous donnons plus loin, les journaux étrangers viennent en ajouter de nouveaux. Une activité très-grande, dit le *Courrier du Palatinat*, règne dans toutes nos forteresses. Des détachements arrivent journellement pour renforcer les garnisons. Les contingents de Bade viennent d'être armés de fusils à aiguille. A Mayence, la garnison est dans un continu mouvement; on fabrique plus de 18,000 cartouches par jour.

« Les journaux anglais publient des articles avec des titres comme ceux-ci : *Préparatifs de guerre en Allemagne, armement extraordinaire, etc.*, etc.

« Le *Globe*, hier enfin, dénonce au monde la plus vaste et la dernière combinaison de M. de Bismark. Cette fois, il ne serait plus question de nous donner quoi que ce soit, ni le Luxembourg, ni autre chose. La Prusse rendrait le Luxembourg à la Hollande, mais à une simple condition, celle d'englober tous les Pays-Bas dans la Confédération du Nord. Le journal anglais expose ce plan avec un sérieux très-étonnant. Il ne lui manquerait plus maintenant que de nous annoncer qu'un traité identique à celui qui lie la Bavière et le Wurtemberg à la Prusse a été conclu avec la Belgique; le tableau alors serait complet.

« De tels fantômes ne hantent pas seulement la presse anglaise, un des écrivains les plus honorables du journalisme départemental, M. Boersch, rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin*, et à ce titre, placé pour voir de près ce qui se passe de l'autre côté du Rhin, jette le même cri d'alarme et voit surgir les mêmes visions : « Les journaux allemands évoquent la question des frontières des Vosges, les plus audacieux parlent de Strasbourg comme d'un vol fait à l'Allemagne. »

« Tout cela est fort exagéré, et nous ne sommes pas près de voir toutes ces choses, en partie rêvées, en partie vaguement projetées, entrer dans le domaine des réalités et dans la voie des exécutions. Ce que nous voulons, c'est montrer l'état des esprits en Europe et dans quel bizarre concours de circonstances vont s'ouvrir les « luttes pacifiques » de l'Exposition universelle. » — GAIFFE.

Voici les renseignements auxquels il est fait allusion dans l'article qui précède :

Au sénat belge, à propos de la discussion du budget de la guerre, cette opinion a été exprimée en termes très-catégoriques par le comte de Looz-Corswarem qui d'ha-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 29 MARS 1867.

— 2 —

LES ROQUEVAIR

PROLOGUE.

(Suite. — Voir le JOURNAL DE ROUBAIX du 27 mars).

— Avez-vous trouvé dans ce que vous avez lu quelque chose d'intéressant? demanda madame de Berthouville à l'abbé Romilly.

— Oui, madame, j'ai lu quelques critiques littéraires très-bien faites, quelques-unes sévères, mais en même temps polies, ce qui est rare. Mais je vois que décidément le roman-feuilleton envahit les journaux; il y a conquis une position importante, et tout porte à croire qu'il la conservera.

— Cette conquête, monsieur l'abbé, dit

avec emphase un jeune avocat, doit beaucoup vous affliger. Vous devez souffrir en voyant des feuilles politiques destinées aux esprits sérieux, donner place dans leurs colonnes aux faiseurs de romans. Je vous assure, monsieur l'abbé, que ce genre de littérature ne me déplaît pas moins qu'à vous.

— Vous vous trompez, mon cher Raveau, les romans ne me déplaisent pas. Je serais même disposé à les aimer beaucoup.

— A les aimer! s'écria l'avocat, un peu stupéfait de la déclaration de principes de l'abbé Romilly à l'endroit des romans.

— Oui, à les aimer, reprit l'abbé. Le roman est une forme littéraire; c'est un poème en prose. Si le poème est bon, pourquoi ne l'aimerais-je pas? pourquoi ne lui saurais-je pas gré de m'avoir procuré une distraction agréable?

Si le roman est mauvais, ce n'est pas la faute du genre, c'est celle de l'auteur. On peut faire, et on fait souvent aux poètes tous les reproches que l'on adresse aux romanciers. La poésie n'est pas toujours chaste: la fille du ciel descend souvent sur la terre pour y traîner son vêtement céleste dans la fange. Cependant personne n'a songé et ne songera jamais à proscrire la poésie. Le Platon qui, de nos jours, proposerait d'exiler les poètes, serait envoyé aux petites-maisons ou tout

au moins perdrait l'espoir d'être pour un quatre cent cinquante-neuvième dans l'œuvre de notre législation. Je ne vois pas davantage la nécessité de proscrire la forme littéraire appelée roman.

Je conviens, poursuivait l'abbé, que le roman n'est pas toujours un élément de moralisation. Il a la prétention de fouiller dans le cœur humain, de nous en retracer les vertus et les vices; mais je ne sais par quelle malheureuse fatalité il donne souvent au vice les couleurs de la vertu, et, surchargeant celle-ci d'ornements qui lui sont étrangers, il lui fait perdre tout son charme; et elle passe au milieu des lecteurs de romans inconnue et méprisée.

— Il résulte de ceci, dit l'avocat, que vous me donnez raison, et que la vogue inconcevable des romans-feuilletons est une véritable plaie de la société actuelle.

— Je vous l'accorde, répondit l'abbé, je vous avouerai même que je ne connais pas assez de bons romans pour vous les présenter comme une atténuation au danger des mauvais. Seulement, monsieur, croyez-le bien, les plaies de la société sont toujours guérissables. Le remède pour celle qui nous occupe est très-facile; il ne s'agit que de l'employer.

— Et ce remède, quel est-il? demanda madame de Berthouville.

— Il est très-simple, madame: il faut faire de bons romans. Le roman est devenu

un des besoins de notre époque; lutter contre ce courant serait insensé. Au lieu de s'épuiser en efforts stériles pour changer la nature de ce qui ne peut être changé, il faut que les moralistes entrent dans la voie nouvelle, portent leur tente jusque dans le camp de l'ennemi, se servent de ses armes et luttent avec lui d'habileté et de talent.

— Ces idées sont nouvelles, dit l'avocat, mais leur réalisation est-elle possible?

— D'abord, reprit l'abbé, ces idées ne sont pas nouvelles; est-ce qu'il y a quelque chose de nouveau sous le soleil? et quant à leur réalisation l'expérience est faite. Je pourrais vous citer des saints, des religieux, des prélats qui n'ont pas dédaigné d'écrire des romans.

— J'avoue, monsieur l'abbé, dit l'avocat, que j'adopterais avec peine l'idée de voir des hommes graves abandonner des travaux sérieux et vraiment utiles pour composer des romans.

— Mon cher Raveau, un travail qui tend à moraliser les masses est toujours un travail sérieux et utile; et je crois qu'on pourrait d'autant mieux entrer dans la lice avec avantage que jusqu'à présent, sauf quelques exceptions, le roman n'a jamais représenté la vie réelle. Presque toujours le poème, car le roman n'est pas autre chose, pivote sur la peinture d'un sentiment unique, comme si le cœur humain

n'en contenait pas une infinité d'autres.

— Ah! dit madame de Berthouville en souriant, croyez-vous donc qu'il soit possible de faire un roman intéressant sans y placer comme moteur principal ce sentiment unique que vous ne voulez pas nommer? J'ai bien peur, si vous réussissez à le proscrire, que le roman ne devienne fade et sans couleur.

— D'abord, madame, je ne crains pas du tout de le nommer, et je ne veux pas le proscrire. Je reconnais que l'amour a droit de bourgeoisie dans le roman.

Soit qu'on le représente dans ce qu'il a de grand, soit qu'on en retrace les erreurs et même les crimes, si la plume est chaste, si le cœur qui la conduit est chrétien, on pourra trouver dans ces tableaux des enseignements utiles. Mais si l'artiste, quel qu'il soit, vient me dire: je ne puis peindre qu'un seul côté de la vie du cœur, — je serai parfaitement en droit de l'accuser d'impuissance, de lui reprocher de suivre la route battue par tous les manœuvres littéraires, et d'ignorer qu'il y a des sentiers dans lesquels les lecteurs seraient heureux d'être conduits.

— Vous jugez votre siècle trop favorablement, reprit maître Raveau. Des romans comme vous les comprenez ne réussiraient pas. Il faut à nos esprits blasés quelque chose d'âcre, de mordant. Cela, en poésie, on le sait, mais on a pris la funeste